

1994-12/T

**CRISE ET AJUSTEMENT STRUCTUREL EN AFRIQUE**

Enseignements de trois ans de recherche du Groupement d'Intérêt Scientifique Eupréen  
DIAL

**Cogneau D.**

**Octobre 1994**

**Crise et ajustement structurel en Afrique :  
Enseignements de trois ans de recherche  
du groupement d'intérêt scientifique européen DIAL**

Denis Cogneau

Fondé pour contribuer à la constitution d'un réseau européen de compétences en macroéconomie appliquée au développement, le G.I.S. DIAL a concentré ses efforts sur l'analyse de la crise économique en Afrique, les perspectives à moyen-long terme du continent, et l'évaluation des politiques économiques actuellement mises en oeuvre. En matière de recherche scientifique, les processus d'accumulation sont particulièrement longs, et les équipes européennes assez petites et dispersées, en comparaison de leurs homologues nord-américaines. Trois années de travaux (DIAL a été fondé en juin 1990) représentent donc un délai très court au regard de la diversité géographique de l'Afrique et de la complexité du fonctionnement de chacune des économies africaines. Par exemple, l'analyse du cas de l'Ethiopie a révélé les problèmes spécifiques posés par la transition d'une économie de guerre à économie de paix [6]. Dès lors, la tentative de synthèse présentée ici procède sans doute à des généralisations excessives, qu'il convient de nuancer en fonction des situations particulières des pays. Elle reflète également des arbitrages en termes de priorités de recherche qui n'ont pas encore été entièrement validés. Mais aucune synthèse n'échappe définitivement à ce type de défauts...

Enfin, cette synthèse se limite autant que possible aux travaux menés dans le cadre du groupe DIAL; la bibliographie est donc "domestique". Il ne faut pas y voir un effet de l'immodestie, mais bien au contraire la volonté d'évaluer ses propres travaux sans s'approprier ceux des autres<sup>1</sup>. Il va de soi que les idées générales exprimées dans cette synthèse ne sont pas toutes originales; en tout état de cause, ces idées font l'objet d'un relatif consensus au sein de DIAL, et ont été étayées par des travaux menés à DIAL.

La première partie de la synthèse fait état d'une relative perplexité quant au bilan des programmes d'ajustement structurel. La seconde partie aborde les traits fondamentaux de l'originalité de la crise économique africaine, tels qu'ils se dégagent de nos travaux actuels. Une troisième partie expose des éléments de diagnostic et des priorités politiques, exercice périlleux qui doit être lu avec un oeil prudent et critique.

---

<sup>1</sup> : L'origine de cette petite synthèse est un séminaire de réflexion sur les activités de DIAL, tenu les 24 et 25 mars 1994 en France, à l'abbaye de Royaumont.

## 1. Le bilan de l'ajustement structurel... du point de vue de ses objectifs initiaux

### a) Les méthodes d'évaluation des politiques économiques restent fragiles

DIAL fait régulièrement un "bilan des bilans" des programmes d'ajustement structurel (PAS). Les évaluations économétriques de l'ajustement se sont multipliées, certaines centrées sur l'Afrique, d'autres plus générales, sans parvenir à dresser un bilan définitif, à cause de la fragilité des méthodes employées, quelles qu'elles soient : longitudinales ("*before-after*"), transversales ("*with-without*"), longitudinales-transversales ("*panel*"), ou modélisées ("*simulation*") [18]. Les résultats présentés dans le dernier rapport de la Banque Mondiale consacré à l'Afrique n'échappent pas à la règle. La généralisation des PAS à l'ensemble des pays d'Afrique rend plus difficile les comparaisons statistiquement contrôlées (toutes choses égales par ailleurs). Il devient nécessaire de faire intervenir les durées d'ajustement, le degré d'application effective des programmes, ou des indicateurs plus qualitatifs et subjectif. Par exemple, les résultats présentés du dernier rapport de la Banque Mondiale ne font que confirmer qu'une politique macro-économique correcte, définie comme celle qui conduit à de bonnes performances en matière de stabilisation, est favorable à la croissance [9]. En Afrique, la gestion du taux de change apparaît comme l'élément principal de la politique d'ajustement; à partir de la seconde moitié de la décennie 80, les pays de la Zone Franc semblent avoir été handicapés par leur régime de change.

### b) La stabilisation est en partie réussie... mais l'endettement s'accroît

En matière de stabilisation (ajustement de court terme), les meilleurs résultats semblent avoir été obtenus, dans l'ordre sur l'inflation, ensuite sur le déficit primaire de l'Etat, et en troisième lieu seulement sur la balance commerciale. Ils ont été obtenus par une forte compression de la demande publique. Il y a en fait quelque ambiguïté à parler de stabilisation alors même qu'on peut s'interroger sur le caractère durable des réformes. En réalité, la situation économique de nombreux pays africains est loin d'être "stabilisée". En effet, dans de nombreux cas, le poids de l'endettement s'accroît, laissant préfigurer une mini-crise de la dette pour l'Afrique [12].

Le Ghana ferait exception à cette règle, parvenant à une amélioration très sensible de la croissance et des finances publiques, en combinant:

- une augmentation des dépenses publiques,
- une relance du volume d'exportations traditionnelles,
- mais une inflation importante,
- une dégradation de la balance commerciale (termes de l'échange déclinants).

Ce type de croissance, qu'on a pu dire "keynésien", moins axé sur la stabilisation, est néanmoins fortement dépendant des apports de transferts extérieurs (aide et prêts concessionnels) massifs [4]. En revanche, dans le cas du Cameroun, l'analyse menée à DIAL a montré qu'on ne pouvait se dispenser d'un traitement particulier de la dette, quel que soit l'optimisme des projections concernant la sphère réelle [8]. L'insolvabilité des pays reste une contrainte majeure, dans un contexte où le poids des engagements multilatéraux (en principe non-rééchelonnables) s'accroît par rapport aux créances privées.

c) L'ajustement africain n'est pas structurel... sans être neutre pour autant

Enfin, même dans le cas du Ghana considéré par la Banque Mondiale comme une réussite, l'investissement privé (national ou extérieur) et la diversification de la production hors des secteurs traditionnels tardent à se manifester. L'ajustement n'est pas structurel. Le constat de la généralisation et de l'allongement des PAS, mis en face d'une marginalisation du continent africain dans l'économie mondiale, devrait inciter à mettre en exergue les spécificités de la crise africaine, au lieu de maintenir une comparaison de moins en moins instructive, à un niveau trop général, avec l'Asie du Sud-Est [9]. Tous les bilans comparatifs des PAS s'accordent en effet à constater qu'ils réussissent mieux à relancer les économies déjà semi-industrialisées (en Asie, en Amérique Latine, ou au Maghreb). Les zéloteurs de l'ajustement préfèrent mettre au second plan cette spécificité africaine. S'ils invoquent avec raison la rupture avec le paternalisme, notamment celui des ex-colonisateurs, ils réduisent un peu vite le processus de développement à une question de volonté politique.

Enfin, les effets de l'ajustement sur la pauvreté et l'environnement, deux thèmes sur lesquels la Banque Mondiale a mis récemment l'accent, demeurent très mal connus. Si ses effets ne sont pas nécessairement négatifs, chacun reconnaît que l'ajustement a peu de chances d'être neutre en matière de répartition des revenus et d'usage des ressources. Reste à savoir dans quel sens il joue.

## **2. La description de la crise de l'économie réelle.**

A la différence des PAS appliqués en Asie qui répondent à des déséquilibres transitoires, en Afrique les PAS interviennent dans un contexte de crise durable, déclenché par des facteurs externes (termes de l'échange, dette, etc.), et organisent une politique d'austérité pour faire face à la nouvelle situation. Il convient évidemment de ne pas faire l'amalgame entre l'ajustement et la crise.

a) L'échec de la diversification des exportations

Malgré une amélioration de la compétitivité-prix des économies au travers des dévaluations ou de la désinflation compétitive, les exportations restent essentiellement fondées sur les matières premières. Les cours des principales matières premières montrent une tendance à la baisse, qui a souvent empêché d'augmenter suffisamment les prix réels aux producteurs, même à la suite d'une dévaluation (sauf dans le cas récent de la dévaluation du Franc Cfa qui coïncide avec une flambée des cours). Lorsque de surcroît les ressources minières s'épuisent (cas du pétrole au Cameroun), on aboutit à une situation dramatique. Il y a de moins en moins de filières de rente, c'est-à-dire dont la rentabilité ne soit pas menacée par la pression de la concurrence internationale, et en particulier par les pays d'Asie du Sud-Est [2]. Les économies africaines fondées sur ces filières, sensiblement plus extraverties que les autres économies en développement [13], sont aujourd'hui confrontées à l'érosion de leurs avantages absolus, alors que leurs avantages comparatifs n'ont pas évolué.

b) La lenteur de l'intensification vivrière et l'accroissement de la dépendance alimentaire

La production agricole vivrière se diversifie un peu dans les régions à fort potentiel (maraîchage), mais de manière heurtée, laissant place à de nombreux déséquilibres temporaires. Certaines régions comme les zones cotonnières connaissent aussi une

intensification réelle. Mais globalement, la croissance agricole reste extensive: la productivité moyenne en milieu rural a peu évolué. Dans le domaine des déséquilibres alimentaires, assez peu de certitudes sont acquises; et sur le long-terme, la dépendance a augmenté [11]. C'est surtout la dépendance en céréales qui s'accroît, plutôt qu'en tubercules, légumineuses, huiles et viandes dont la production a crû à des rythmes proches de celui de la population. Ainsi en Afrique de l'Ouest, la production en calories augmente de +1,9% par an de 1960 à 1990, soit - 1% par habitant et une stagnation de la production par rural (extensif). Les importations alimentaires ont augmenté de +7% par an. Sur la période 1985-89, les importations nettes des exportations représentent 11% de la consommation finale alors que le solde était excédentaire (12%) en 1961-65. Mais entre 1984 et 1989, la production alimentaire augmente de +6% par an. La part des importations alimentaires dans les importations officielles passe de 15% en 1965 à 17% en 1989.

Les politiques de prix agricoles des PAS ne sont pas adaptées, c'est-à-dire insuffisantes, pour pallier l'absence de conditions préalables à l'intensification:

- une demande stable et soutenue des villes permettant croissance et diversification (voir ci-dessous);

- une révolution verte (progrès technique);

- un décloisonnement des marchés, qui nécessite des dépenses d'infrastructures [6].

Dans de nombreux cas, les politiques économiques font au contraire surgir une série d'effets pervers:

- évolution relativement plus favorable aux gros planteurs de produits de rente;

- sur-ajustement de l'investissement public;

- récession trop forte de la demande urbaine.

### c) La désindustrialisation

Les activités produisant des biens de consommations manufacturés pour le marché intérieur ont beaucoup de peine à émerger. Parmi les activités industrielles ce sont les plus sensibles à la compression de la demande des ménages, et à la libéralisation du commerce extérieur. Une telle évolution pourrait remettre en cause, comme au Cameroun, la première phase d'import-substitution nécessaire à la constitution d'une base industrielle nationale. C'est en effet au sein de ce secteur que le capital national privé est le plus investi [3]. Les deux autres secteurs importants: les exportations semi-transformées de matières premières (le plus souvent à capitaux publics ou étrangers), et les biens de consommation alimentaires ou les brasseries, résistent mieux. Les premières dépendent essentiellement des cours mondiaux et du taux de change réel. Les secondes bénéficient de protections supérieures (notamment de protections naturelles), et d'une moindre sensibilité à la demande.

En dépit de réductions importantes d'effectifs et de la compression des salaires réels, les industries embryonnaires africaines ont du mal à revenir à une situation saine. L'accroissement des besoins de financement, l'ajustement des entreprises publiques surendettées, et les difficultés de la restructuration bancaire contribuent à une évolution de l'investissement industriel assez pessimiste: de la stagnation relative (Ghana, [4]), à la réduction drastique (Cameroun, [3]). Dans de nombreux cas, les capacités de production accumulées pendant les années 60-70 sont menacées d'une grave régression.

Ces évolutions générales, qui concernent l'appareil productif installé, et bien souvent assez ancien (au Cameroun, la moitié des entreprises de plus de 20 salariés datent d'avant 1974), peuvent néanmoins masquer un mouvement de créations d'entreprises privées

moyennes, intermédiaire entre le secteur moderne et le secteur informel. L'avenir de ce créneau intermédiaire, qui fait particulièrement défaut dans le tissu industriel africain aujourd'hui, dépendra crucialement du dynamisme de la demande intérieure et de la qualification des entrepreneurs [12].

#### d) L'informalisation et le chômage

L'emploi informel représente aujourd'hui entre la moitié et les deux-tiers de l'emploi dans les grandes villes africaines. Le secteur informel est principalement constitué de commerces et de services (70%) et de petites activités artisanales abritées (bâtiment et travaux publics, confection, menuiserie). Le secteur informel productif n'est pas utilisé comme sous-traitant. En revanche, le secteur informel commercial entretient les réseaux du commerce transfrontalier frauduleux, et la concurrence pesant sur les industries modernes des pays (produits asiatiques transitant par le Nigéria, friperie).

Les années 80 ont vu exploser la partie la plus précaire de ce secteur informel, formée d'activités de survie déconnectées du secteur moderne et de l'agriculture. Ce secteur devient le principal moteur de la création d'emploi et de l'absorption de la main-d'oeuvre urbaine. Il constitue actuellement la seule réponse à la dégradation du marché du travail entraînée par :

- la croissance démographique urbaine à des rythmes dépassant 5%;
- les compressions d'effectifs dans le secteur public et parapublic, et le secteur privé moderne;
- le blocage des recrutements des jeunes dans le secteur public.

Le secteur informel ne réussit cependant pas à absorber l'excédent de main-d'oeuvre [5] puisque les taux de chômage urbain atteignent 25 % en moyenne au sens du BIT et 35% chez les jeunes. A Yaoundé, au Cameroun, malgré la mise en place par la Banque Mondiale d'un Fonds National de l'Emploi, plus de 40% des "compressés" depuis 1987 qui sont restés sur le marché du travail sont toujours au chômage [16]. Au sein même du secteur informel, on constate une tendance à la précarisation des activités (types de locaux, revenus) et une persistance du sous-emploi. Les politiques d'austérité renforcent la dégradation du marché du travail, sans faire émerger suffisamment d'activités productives de substitution puisque coexistent un secteur informel de survie et de forts taux de chômage, contrairement à l'Amérique Latine où les taux de chômage sont beaucoup plus faibles [15].

#### e) La restructuration financière et l'investissement privé

En résumé, l'ajustement structurel n'a pas (pas encore?) réussi à relancer une offre productive, concurrentielle, et compétitive. Enfin, l'objectif d'une substitution entre les apports de capitaux bilatéraux et multilatéraux et les capitaux privés, notamment l'investissement extérieur direct qui augmente fortement dans les autres continents en développement, n'est pas atteint. Les possibilités de mobilisation de l'épargne nationale apparaissent limitées. Le recours aux systèmes de crédit informels de type "tontines" ne semble pas avoir l'ampleur qu'on lui prête habituellement et les activités informelles urbaines se financent presque exclusivement sur l'épargne familiale. La restructuration bancaire ne donne pas les résultats escomptés. Dans un contexte la plupart des investissements apparaissent très risqués, les privatisations des entreprises publiques ne se réalisent qu'à un rythme très lent.

#### f) La réforme de la puissance publique.

Le mode de régulation actuel, fondé sur un Etat redistributeur de la rente, intégrant la majeure partie de la main-d'oeuvre urbaine dans le secteur public, utilisant l'endettement international alternativement aux recettes fiscales, ou l'aide comme une rente permettant de repousser les ajustements, apparaît à terme compromis.

La baisse des droits de porte et les difficultés à accroître le potentiel fiscal national, faute d'un élargissement substantiel de l'assiette, ne permettent pas d'anticiper le retour rapide à un Etat reconstituteur fort. Les dépenses ont été fortement compressées dans les années 80-90, principalement au détriment des dépenses d'investissement. La masse salariale finit par constituer plus de la moitié des dépenses budgétaires.

Au-delà des règles juridiques et organisationnelles, la réforme effective du mode de fonctionnement et de la capacité institutionnelle de l'Etat ne semble pas pouvoir être imposée de l'extérieur par les institutions économiques multilatérales. Compte-tenu de la nécessité de conserver un Etat capable d'assurer un minimum de fonctions indispensables: sécurité, douane, santé, éducation..., l'efficacité de la libéralisation comme mécanisme réducteur de rentes ne doit pas être sur-estimée. Le problème n'est pas qu'économique.

### 3. Le diagnostic et les priorités selon DIAL.

#### a) L'ajustement de l'ajustement.

Sans abandonner la nécessité de la stabilisation économique et de la libéralisation, l'Ajustement Structurel est lui-même en cours d'adaptation, au moins au niveau des discours. Cependant la prise en compte des conséquences sociales immédiates des PAS ("équité"), porteuses de facteurs explosifs et susceptibles de remettre en cause l'application des programmes, et des conséquences de plus long-terme en termes d'environnement ("soutenabilité"), de formation, de santé et de sécurité, n'entraîne encore que ponctuellement la réorientation des politiques. L'impréparation des mesures d'accompagnement de la dévaluation en témoigne. Ces changements concerneraient au premier chef le rôle de l'Etat ("gouvernance"), mais aussi des bailleurs de fonds dans leur relation avec l'Etat. En tout état de cause, le constat décevant de la décennie écoulée, en comparaison des autres zones en développement, pousse à considérer un terme plus long.

#### b) Une esquisse de diagnostic: le mauvais moment d'une longue histoire

##### *La prime jeunesse des nations ne fait pas leur richesse*

Le décalage historique auquel fait face l'Afrique ne doit pas être oublié. Les nations africaines sont les plus jeunes du Tiers-Monde. L'indépendance de l'Amérique Latine date de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, et encore s'agit-il d'un "Nouveau Monde", ayant fait l'objet d'une colonisation de peuplement. En Asie, les civilisations des sous-continentes chinois et indiens remontent à l'Antiquité. Pour le Proche Orient et le Maghreb, l'Empire Ottoman a dominé la Méditerranée jusqu'au XVI<sup>ème</sup> siècle. L'Afrique indépendante s'est trouvée plongée brusquement au sein de la politique et de l'économie mondiale, avec un retard important dans la constitution de ses Etats et de son économie de marché, et *a fortiori* sans aucune base capitaliste nationale. On constate aujourd'hui la persistance de comportements

rentiers, la prédominance des échanges au loin, et une préférence pour les activités de circulation au détriment des activités de transformation capitalistes. D'une part, il faut y voir l'empreinte encore récente de la colonisation, auxquelles les sociétés africaines étaient moins préparées à résister que les autres sociétés de l'Ancien Monde. Plus qu'ailleurs, de nombreux liens néo-coloniaux avec les anciens colonisateurs européens se sont maintenus, ne serait-ce que dans l'orientation des échanges ou la propriété du capital des entreprises modernes. D'autre part, dans la richesse des nations ou des civilisations, le commerce précède toujours l'industrie capitaliste. L'Empire Romain semble avoir essentiellement reposé sur le commerce et la rente, à partir de l'exploitation des ressources accumulées par les différentes civilisations du bassin méditerranéen qui l'avaient précédé. Les comportements capitalistes de la Révolution Industrielle trouvent une partie de leurs origines dans le commerce colonial au long-cours du XV<sup>ème</sup> siècle.

### *Une explosion démographique dont les effets, négatifs comme positifs, sont en cours*

Compte-tenu de la diffusion rapide des techniques médicales, l'Afrique s'est trouvée très rapidement confrontée à l'explosion démographique, qui est actuellement à son sommet alors que dans de nombreux pays du Tiers-Monde la fécondité est déjà en baisse. Jusqu'à la période récente, outre la régression de la mortalité, on peut observer un progrès continu de la scolarisation et de l'électrification. La crise n'a pas remis en causes ces tendances, même si elle a pu les ralentir (par baisse de la demande d'éducation ou ralentissement des dépenses publiques). Dans certaines régions et dans certains cas, les infrastructures de communication ont connu aussi beaucoup de progrès, de même que la commercialisation et la diversification des produits agricoles et le décloisonnement des marchés. Dans les transports, des gains de productivité sont enregistrés. Bien entendu, l'explosion démographique pas que des conséquences négatives. Elle permet le peuplement rapide des hinterlands et permet la constitution d'une classe de petits entrepreneurs ruraux, parce qu'elle fait apparaître une demande. Il reste qu'en ville se crée une situation sans précédent, où cohabite un secteur informel de survie, déconnecté du monde rural mais aussi du secteur moderne, et un chômage massif [15].

### *Des industries naissantes dans un contexte international défavorable*

A une étape beaucoup plus précoce de son développement économique, l'Afrique s'est trouvée confrontée à une chute drastique de ses termes de l'échange, à une demande européenne en crise, à une concurrence commerciale de plus en plus rude. Les pays d'Amérique Latine avaient déjà subi ce type d'expérience pendant les années 30, et en conséquence avaient adopté durablement des politiques protectionnistes. Cette fois, l'Afrique, comme les autres pays en Développement, est contrainte à s'ouvrir encore plus sur l'extérieur. Or, en 1980, l'industrie africaine était à peine à mi-parcours de la première phase d'import-substitution portant sur les biens de consommation. En comparaison, les processus d'industrialisation moderne en Asie et en Amérique Latine ont près d'un siècle d'avance. Faits d'échecs et d'éléphants blancs, ces processus ont néanmoins permis d'accumuler lentement un capital technique et humain dont les investisseurs d'aujourd'hui profitent. En Amérique Latine, les privatisations sont aujourd'hui possibles, car les entreprises publiques trouvent des repreneurs; l'outil de production public n'est donc pas si dégradé qu'on l'a prétendu. En Afrique, l'investissement productif privé apparaît encore trop risqué ou trop coûteux. Les blocages actuels de l'industrie moderne doivent-ils pour autant être uniquement imputés à l'imparfaite libéralisation de l'économie? Il est clair que le rendement du capital industriel, et donc le coût de ce capital, dépendent crucialement de conditions externes de rentabilité comme



la qualification de la main-d'oeuvre, ou l'état des infrastructures. La mondialisation et la libéralisation actuelle de la production et des échanges industriels mettent en difficulté une industrialisation extensive, c'est-à-dire la reproduction, même concurrentielle, d'activités sans innovation, sans gains de productivité. L'absorption de l'excédent de main-d'oeuvre urbaine est entravé par la concurrence mondiale qui limite les activités artisanales ou industrielles à des produits non-échangeables. Comme on l'a dit pour l'industrie de biens de consommation manufacturés, la simple reproduction extensive des activités, préalable à l'intensification, est menacée.

Enfin, n'attend-on pas trop des investissements étrangers? Les tendances récentes des mouvements de capitaux montrent d'une part la relocalisation de certaines activités, d'autre part que les délocalisations s'effectuent dans des pays déjà semi-industrialisés et visent à s'implanter sur des marchés intérieurs ou régionaux à forte croissance (Asie du Sud-Est). Confrontés à un flux d'investissements privés très décevant par rapport à leurs espoirs initiaux, les pays de l'Est semblent revenir à la nécessité de mieux mobiliser l'épargne intérieure, et chercher à moderniser par eux-mêmes l'appareil productif existant, quitte à renoncer à certaines privatisations. L'expérience historique des pays aujourd'hui industrialisés, des plus anciens (Europe) aux plus récents (Japon, Corée), montre que le capitalisme se construit essentiellement sur une base nationale, et grâce à l'appui d'un Etat fort lui-même engagé, selon des modalités diverses, dans la construction capitaliste.

L'interaction néfaste entre le caractère rentier et/ou néo-colonial de l'Etat et la structure productive des économies est manifeste dans l'industrie moderne, où les principales entreprises, publiques et/ou concédées à des capitaux étrangers, se consacrent à l'exploitation des ressources naturelles, se limitant à la toute première transformation des matières premières, et surtout utilisant des processus de production trop peu intenses en main-d'oeuvre, mobilisant excessivement peu la main-d'oeuvre rurale non-qualifiée. Le déclin accéléré du contenu en matières premières de la production mondiale rend urgent la réorientation de la politique industrielle en faveur d'industries plus transformatrices, et dont la compétitivité repose sur le travail. En ce domaine, les échanges régionaux restent largement en-dessous de leurs possibilités, notamment entre les pays disposant de la plus forte base industrielle et les petits pays relativement plus agricoles [13 & 14].

### c) Une esquisse de priorités: l'appui politique à une modernisation accélérée des économies

Le libéralisme ne suffit pas, même pour accélérer la transition vers une économie de marché nationale. Par exemple, même dans les Pays de l'Est les politiques libérales de transition vers le Marché se heurtent à l'intense contraction du revenu et de la demande qu'elles provoquent. Enfin, l'appel dogmatique au libéralisme ressort d'une interprétation erronée de l'histoire du développement ou même du capitalisme, alors qu'on ne cesse de constater que les expériences réussies de développement capitaliste sont toutes passées par une phase d'implication forte de l'Etat, pendant laquelle furent établies les conditions de l'accumulation et se constituèrent progressivement des entreprises nationales de taille suffisante.

1\*) Les membres de DIAL placent en tête des priorités le raffermissement et la rationalisation du rôle de l'Etat, et la reconstruction de ses ressources (fiscalité, annulation de la dette). La mise en oeuvre de politiques économiques vigoureuses et ouvrant vers l'avenir, requiert une administration économique crédible et légitime, sinon l'élargissement d'un espace démocratique. La réforme de l'Etat apparaît comme un préalable, mais elle situe hélas aussi hors de portée de la seule compétence des économistes. Secondairement, on peut lire dans cette

préoccupation de DIAL, un souci commun à tous les chercheurs travaillant sur l'Afrique, de trouver un interlocuteur efficace: soit l'administration économique, soit le débat démocratique.

2\*) Dès maintenant, il importe que soit redressée l'évolution parfois inquiétante du contenu fonctionnel des dépenses publiques, où les dépenses d'éducation et de circulation du savoir ne sont pas toujours en tête de liste [10]. Le simple maintien des dépenses en part du PIB ne suffit pas à stopper la dégradation de la qualité des formations. Seconde priorité dans l'intervention de l'Etat et de ses bailleurs de fonds éventuels, l'aménagement des villes et du territoire, la gestion et l'organisation des populations doivent permettre de préparer les structures techniques et sociales, nécessaires au développement de l'économie de marché. Enfin, l'Etat doit définir et impulser une politique de l'emploi, pour faire face au chômage des jeunes générations, en commençant dès maintenant à renouveler son propre personnel plutôt que de bloquer les recrutements. Une telle politique, donnant accès au secteur moderne à des générations plus qualifiées, irait aussi dans le sens de l'amélioration de la productivité (notamment des services publics).

3\*) Le processus d'insertion des économies africaines dans l'économie mondiale sera long, et passera par la reconquête du marché intérieur, ensuite le développement d'échanges régionaux, avant d'espérer trouver une place compétitive à l'exportation. Les politiques de compétitivité devraient intégrer la période longue du processus d'industrialisation, dont les données ont changé depuis les années 70. Il revient toujours un rôle à l'Etat, dans l'information sur les avantages comparatifs (à la manière de l'Asie), l'appui à la constitution de groupes industriels, et l'orientation par le système de protection et de subvention, qui doit être amélioré et non démantelé totalement. L'abandon progressif de la spécialisation dans les matières premières, et la valorisation et l'incitation de l'offre productive non rentière, doivent être considérés comme des nécessités immédiates à gérer sur le long terme. Dans la semi-transformation des produits agricoles et miniers, qui reste leur avantage comparatif principal à l'exportation compte tenu de leurs dotations factorielles, les pays devraient privilégier la mobilisation de la main-d'oeuvre rurale sous-employée et des chômeurs urbains pour passer à des processus de production moins coûteux et moins capitalistiques.

4\*) Enfin, la rationalisation des interventions des bailleurs et de l'aide internationale doit être organisée autour de ces priorités. En dehors du F.M.I. et de la Banque Mondiale, les institutions de financement du développement (bilatérales, multilatérales ou non-gouvernementales) se livrent aujourd'hui à une véritable cacophonie, chacune se spécialisant dans un domaine de prédilection, qui est aggravée par le fait qu'elles s'adressent à des interlocuteurs nationaux eux-mêmes dispersés, et souvent mal armés pour exprimer une "demande de développement" cohérente.

## Bibliographie:

- [1] : Alpha A. (1994), Ajustement structurel et environnement: rapport de synthèse, n°1994-04/E, 27 pp. +17 pp. annexes
- [2] : Cogneau D. (1992) Comparaisons de compétitivité en Afrique et en Asie. Analyse macro-économique de filières agricoles, n°1992-06/E, 65 pp.
- [3] : Cogneau D. (1993), L'industrie camerounaise dans la crise (1984-1992), n°1993-07/E, 13 pp.
- [4] : Cogneau D. (1994), L'exemple ghanéen ? L'ajustement structurel au Ghana, éléments de bilan macroéconomique, n°1994-12/E, 20 pp. + 6 pp. annexes
- [5] : Cogneau D., Razafindrakoto M., Roubaud F. (1994), Le secteur informel crée-t-il sa propre demande? Faits empiriques et modélisation macroéconomique, n°1994-13/E, 44 pp.
- [6] : Collier P., Bevan D.L., Mengistae Taye (1992), How to pass from a war to a peace economy : the Ethiopian case. Transitional economic policies in Ethiopia : A synthesis of priorities, n°1992-09/E, 49 pp.
- [7] : De Monchy G., Roubaud F. (1991), Cameroun: Evolution économique rétrospective et perspectives macro-économiques à l'horizon de 1995, n°1991-02/E, 98 pp.
- [8] : De Monchy G., Aerts J-J. (1993), Canevas pour une discussion autour des perspectives macroéconomiques à moyen terme du Cameroun, n°1993-02/E
- [9] : DIAL (1994), Dialogue n°1, la lettre d'information de DIAL
- [10] : Mesple-Somps S. (1994), Analyse des politiques budgétaires en période d'ajustement en Afrique sub-saharienne, n°1994-11/E, 29 pp. + 8 pp. annexes
- [11] : Naudet J-D., West African Long Term Perspective Study (1993), Peuplement et économie en Afrique de l'Ouest: Analyse du passé (1960-90) et amorce de vision prospective, n°1993-01/E, 69 pp. + 34 pp. annexes
- [12] : Naudet J-D., West African Long Term Perspective Study (1993), Etudes des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest - Eléments de vision économique prospective : l'Afrique de l'Ouest à l'horizon décennal, n°1993-10/E, 66 pp.
- [13] : Naudet J-D. (1994), Analyse des comportements d'ouverture internationaux -- Effets structurels et inclinaisons spécifiques, n°1994-10/E, 23 pp.
- [14] : Razafindrakoto M. (1992), Les perspectives d'une intégration régionale en Afrique australe: analyse comparative. Etude des structures du PIB et des échanges, n°1992-04/E, 33 pp. + 37 annexes
- [15] : Roubaud F. (1993), Où est le marché? Réflexions à partir d'un exercice de modélisation comparée: Afrique-Amérique Latine, n°1993-05/E, 17 pp.
- [16] : Roubaud F. (1993), Le marché du travail à Yaoundé: la décennie perdue, n°1993-09/E, 23 pp.
- [17] : Trotignon J. (1992) Flexibilité et diversification à l'exportation: deux facteurs explicatifs de l'ajustement, n°1992-12/E, 54 pp.
- [18] : Verlaeten M-P. (1991), Les programmes d'ajustement structurel, contenu, instruments de mesure et d'analyse, document de travail